



Lettre n° 271 du 22 janvier 2023

Au sommaire :

- **C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Retrait de leur réforme pourrie !** - Galia Trépère
- **Après le congrès de scission du NPA, Démocratie révolutionnaire pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire** - Comité de rédaction de Démocratie révolutionnaire

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Retrait de leur réforme pourrie !

J eudi dernier, Macron, en voyage officiel à Barcelone, pouvait bien afficher son mépris du monde du travail qui se levait contre lui, c'est une véritable lame de fond qui a déferlé sur le pays contre sa réforme. Plus d'un million de manifestant-es, reconnaît la police, 2 millions pour la CGT dont 400 000 à Paris, des cortèges dans toutes les villes, et dans les petites, la quasi-totalité de la population active, toutes les catégories du monde du travail dans la rue, salarié-es du public, salarié-es du privé, des usines, des services, du commerce, travailleur-es indépendants, artisans, chômeurs. La grève a été très suivie dans les raffineries, les secteurs des transports, de l'énergie, l'Éducation, la Santé, et un très grand nombre d'entreprises privées. Hier, c'était au tour des jeunes dont les associations appelaient à descendre dans la rue lors de la manifestation appelée aussi par LFI.

La révolte contre le recul de 62 à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite et contre l'augmentation du nombre d'annuités à 43 ans a cristallisé un mécontentement plus large, extrêmement profond qui confine à l'exaspération : la baisse des salaires réels et du niveau de vie à cause de l'inflation, l'intensification de l'exploitation dans toutes les entreprises, la dégradation accélérée des conditions de travail dans les services publics qui entraîne une véritable maltraitance pour les personnels et la population dans la Santé, l'Éducation, les services sociaux, et qui aboutit à des démissions en nombre interprétées doctement par les analystes comme un « changement du rapport au travail », la faillite des petits artisans ou des commerçants. Une violence sociale qui nourrit l'accaparement des richesses par une infime poignée de milliardaires. « Sur les 10 dernières années, en moyenne, indique le dernier rapport de l'Oxfam, pour 100 € de richesses créées en France, 35 € ont été captés par les 1 % des Français-e-s les plus

riches, 32 € par les 9 % suivants. Les 50 % les plus précaires n'en ont capté que 8 € ».

Alors, oui, l'évidence s'impose, l'offensive contre les droits des travailleurs et de la population comme la réforme des retraites n'ont qu'un seul objectif, favoriser l'enrichissement du capital. Il faut y mettre un coup d'arrêt en faisant plier le gouvernement et le patronat pour leur imposer le retrait pur et simple de leur réforme.

« Le capitalisme à la retraite » ! (pancarte dans la manifestation parisienne)

L'enjeu de la bataille qui s'est engagée ne se limite pas à empêcher une nouvelle régression sociale. Elle participe de la bataille pour les salaires, contre le chômage, elle est un moment décisif pour changer le rapport de force entre les classes. Chacun le sait, si la réforme passe, elle sera suivie d'autres mauvais coups. Le capitalisme ne peut se maintenir qu'en générant de la régression sociale, et c'est sans fin. Les groupes capitalistes engrangent des profits faramineux mais ils en ont besoin de toujours plus sous peine d'effondrement de leur système. Ils ne peuvent réaliser de profits suffisants pour maintenir en marche la chaudière d'accumulation du capital qu'en dépossédant les travailleurs et les peuples, qu'en surexploitant et détruisant la nature et qu'en étant arrosés en permanence de subventions étatiques sous toutes les formes. L'État, exclusivement à leur service, ne peut satisfaire leurs besoins qu'en accentuant l'offensive contre les droits sociaux et contre toutes les dépenses publiques qui ne leur permettent pas de réaliser du profit, y compris celles qui financent la Santé ou l'éducation qu'il veut privatiser -et il a commencé à le faire- pour leur offrir de nouvelles sources de richesses à exploiter. C'est bien à cette offensive sociale et politique des classes dominantes qu'il s'agit de mettre un coup d'arrêt.

L'arrogance et le mépris de Macron contre le monde du travail fait le lit de l'extrême droite

Interrogé jeudi après-midi à Barcelone sur la mobilisation, Macron est resté droit dans ses bottes : « *C'est une réforme qui a été démocratiquement présentée lors de l'élection présidentielle et des élections législatives. Elle a été étudiée avec les organisations syndicales et elle a été validée par le gouvernement. C'est une réforme juste et responsable* ». Tout juste a-t-il concédé, grand prince, le droit de manifester !

La voilà leur démocratie, on vote et on en prend pour 5 ans d'un pouvoir hors contrôle soumis aux intérêts de l'aristocratie financière. Le gouvernement organise la concertation entre les « partenaires sociaux », représentants du patronat et des confédérations syndicales sur les « réformes » et nous n'aurions plus qu'à accepter les décisions du gouvernement favorables au patronat même si les syndicats ne sont pas d'accord, alors que c'est nous qui travaillons et nous qui en subissons les conséquences.

Les démagogues du Rassemblement national espèrent tirer les marrons du feu de la situation. Ils se disent opposés à la réforme et à Macron, contrairement à LR qui en soutient l'essentiel même si certains de ses députés menacent de ne pas la voter. Plutôt qu'un « *relèvement de l'âge de départ de 62 à 64 ans* », Bardella interviewé sur *Cnews/Europe1/Les Echos* a évoqué d'autres « pistes », comme « *soutenir la natalité* », « *soutenir la productivité* », « *réindustrialiser* », encourager « *le patriotisme économique* », ou « *s'engager sur le long terme sur la suppression (...) des impôts de production* ». Non seulement le RN est favorable à la retraite à 62, mais il reprend la fable gouvernementale des problèmes du financement des retraites et il propose de nouveaux cadeaux au patronat, la suppression complète des impôts de production. C'est la même arnaque que leur campagne pour une augmentation des salaires contre une diminution des cotisations sociales puisque non seulement cela ne coûterait rien aux patrons mais cela amputerait encore plus les budgets sociaux. Même chose pour leur pseudo-opposition à Macron.

Ils ne cachent pas leur haine des organisations ouvrières et parient sur leur discrédit si jamais Macron réussissait à imposer sa réforme pour apparaître comme le seul recours contre lui pour parvenir au pouvoir.

Ils y feraient la même politique puisqu'il s'agirait de servir les mêmes intérêts, ceux des capitalistes, et encore plus brutale que Macron. Marine Le Pen, du « *principal parti d'opposition* » comme ils aiment à le dire, se projette dans le scénario d'une crise politique, d'un échec du gouvernement et d'une dissolution de l'Assemblée nationale dont elle tirerait le bénéfice.

L'enjeu de la lutte engagée, c'est de changer le rapport de force politique non seulement contre ceux qui, aujourd'hui, servent la bourgeoisie mais aussi contre tous ceux qui aspirent à la servir, en premier lieu l'extrême droite.

Ni négociation ou dialogue social ni jeux parlementaires, retrait !

Les directions syndicales qui se sont réunies en intersyndicale le soir du 19 ont pris acte de l'ampleur des grèves et des manifestations dans leur communiqué intitulé : « *Une puissante mobilisation qui oblige au retrait* ». Elles font état du rejet de la réforme « *par 9 travailleuses et travailleurs sur 10* », appellent « *les salarié.es et les jeunes à préparer des assemblées générales pour discuter de la poursuite des mobilisations* ». Elles rendent le gouvernement responsable du blocage éventuel du pays et appellent à une prochaine journée de mobilisation interprofessionnelle le 31 janvier prochain.

Pour l'instant le gouvernement apparaît comme ne voulant faire aucune concession mais il pourrait bien y être contraint devant l'approfondissement et le renforcement de la mobilisation et il est probable que certains dirigeants syndicaux seront tentés d'y répondre favorablement pour ne pas rompre le dialogue social. C'est pourquoi nous ne pouvons laisser la direction de la lutte aux appareils, bien trop soucieux de maintenir leurs relations de partenaires sociaux avec le patronat et le gouvernement. C'est le retrait pur et simple de la réforme que nous voulons.

Quant à la gauche, c'est bien elle qui avait été à l'initiative des premières attaques contre les retraites, avec le Livre blanc de Michel Rocard, ministre socialiste de Mitterrand, en 1991 qui a débouché sur la loi Balladur en 1993 contre les retraites du privé. Pour les gouvernements de gauche qui ont suivi, Jospin en 2002, Hollande en 2012, il n'a jamais été question, autrement que dans des promesses électorales, de revenir sur les mesures réactionnaires que la droite avait fait passer. C'est même sous le gouvernement Hollande que la réforme Touraine a imposé le passage à 43 annuités pour l'obtention du taux plein. La bataille d'amendements que promet de mener la Nupes à l'Assemblée s'inscrit dans cette politique respectueuse du système, incapable de rompre avec sa raison d'être, le jeu parlementaire.

Le retrait, première étape de notre contre-offensive

Ce qui est en route aujourd'hui, c'est une mobilisation profonde, des initiatives des travailleurs, des jeunes, des équipes militantes, des discussions sur les lieux de travail et d'études, des débats en assemblées générales, des actions décidées démocratiquement. Le 23 janvier, lundi, le gouvernement présente sa réforme en conseil des ministres, des mobilisations et des appels à la grève auront lieu. Les raffineurs ont annoncé des appels à la grève dans leur secteur le 26 janvier pour 48 heures -et le 6 février, jour de l'ouverture du débat à l'Assemblée, pour 72 heures. L'enjeu dans les jours qui viennent est de renforcer la mobilisation pour que le 31 janvier soit plus massif encore que le 19, qu'il soit le point de départ de grèves reconductibles et que les travailleurs, la population, se convainquent de la possibilité de gagner cette bataille, d'imposer le retrait.

Nul doute qu'il y aura de nombreuses manœuvres de la part du pouvoir, de Macron et des partis de droite dont il recherche l'alliance pour faire voter sa loi, des dirigeants syndicaux avec qui son gouvernement tentera de marchandiser la négociation de sa réforme.

Il n'y a rien à céder. Le gouvernement ose parler de justice et d'équité, il allonge à 44 ans la durée de cotisation des salarié-es ayant des carrières longues, il ose s'en prendre aux prétendus privilèges des régimes spéciaux, mais ce ne sont pas les travailleurs dont beaucoup connaissent la pénibilité du travail, les astreintes, le travail de nuit et le week-end, les coupures en pleine journée, qui verront des privilèges dans des départs à la retraite anticipés, le plus souvent d'ailleurs compromis par le nombre d'années nécessaires à un taux plein, quand les vrais privilèges, ceux des milliardaires, s'étalent à la vue de tout le monde. Quand également Macron annonce une augmentation des dépenses militaires de 100 milliards d'euros sur les années 2024 à 2030, ce qui aura pour effet de porter le budget de l'armée de 43,9 milliards d'euros en 2023 à 57 milliards en moyenne sur ces années-là.

Diriger nos luttes aujourd'hui, l'ensemble de la société demain

Pour déjouer les manœuvres et les pièges politiques qui sont devant nous, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre organisation démocratique, notre indépendance politique vis-à-vis des appareils et des institutions. Oui, c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons.

Nous pouvons l'emporter si nous prenons nos luttes en main, ce sera le meilleur moyen de les rendre contagieuses tellement la démocratie de la lutte est attirante, irrésistible. Nous pouvons leur faire peur au point qu'ils soient contraints de reculer.

Nous organiser aujourd'hui pour la lutte contre cette réforme, et au-delà pour l'abrogation de toutes les réformes sur les retraites depuis 1993, pour l'augmentation des salaires et des pensions, des minimas sociaux, c'est postuler dès maintenant à diriger, collectivement, démocratiquement, demain, la société au service des intérêts de toutes et tous et non d'une minorité parasite.

Les travailleurs, parce qu'ils font déjà tourner l'ensemble de la société sans privilèges, parce que ce sont eux qui organisent la production de toutes les richesses, leur distribution, tous les services, collectivement, sans exploiter personne, peuvent imposer leur volonté à Macron and Co et, demain, construire un autre monde.

Galia Trépère

Après le congrès de scission du NPA, Démocratie révolutionnaire pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

La scission du NPA organisée par la fraction de la section française de la Quatrième Internationale en son sein constitue un recul pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Le projet initié en 2008 d'œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires se conclut par une scission, en réalité une exclusion, de fait, des autres fractions et courants réunis au sein du NPA. Quelle imposture de la part de celles et ceux qui en sont les acteurs et prétendent à leur légitimité ! D'autant que le projet politique qui sous-tend cette opération vise à faciliter le rapprochement avec LFI et la NUPES pour militer à sa marge, voire en son sein, alors même que l'attelage hétéroclite que constituait ce rassemblement incertain d'un nouveau populisme de gauche est en train lui-même d'éclater.

Cette scission-exclusion a été mûrie depuis le congrès de février 2018 du NPA, mais aussi celui de la IV la même année qui décidait alors de recentrer son orientation sur l'orientation dite des partis larges, orientation à géométrie variable définie cependant par une constante, le suivisme vis-à-vis de différentes moutures de la gauche institutionnelle et le sectarisme vis-à-vis des courants révolutionnaires. La réaffirmation de cette orientation au bilan désastreux impliquait la rupture avec l'orientation du NPA.

Le processus pratique a commencé il y a plus de deux ans par la scission organisée par Philippe Poutou dans la

fédération 33 suite à l'alliance électorale avec LFI pour les municipales, puis pour les élections régionales. Elle s'est poursuivie par l'exclusion-rupture des camarades de Révolution permanente et s'achève par la liquidation du NPA à son cinquième congrès qui a vu son ex-majorité une nouvelle fois sans majorité quitter le congrès pour proclamer sa rupture avec... son propre parti.

Ses porte-parole ou d'anciens dirigeants se sont répandus en propos hostiles contre les fractions, « *les sectes* », pour mieux justifier leur propre dissolution dans les marges de la gauche institutionnelle, leur incapacité à penser et mettre en œuvre, à même discuter, une stratégie en vue de la construction d'un parti des travailleurs qui en soit indépendant.

Certes, la division et l'éclatement du mouvement révolutionnaire constituent un obstacle sur ce chemin mais la scission ne fait que l'amplifier et voudrait liquider le projet du NPA de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, projet inédit qui en fit sa force, son attrait et sa dynamique.

Continuer le NPA, le refonder

Nous regrettons que nos camarades de l'Étincelle et d'Anticapitalisme et Révolution, n'aient pas cherché à la suite du congrès de 2018 puis après les alliances électorales avec LFI, à construire une direction alternative pour refonder le NPA et aient refusé de travailler collectivement à un docu-

ment programmatique à la place de principes fondateurs dépassés et de mettre en œuvre la motion portant sur ce point qu'ils avaient votée au CPN en juillet 2020. Nous ne partageons pas leur appréciation de la campagne présidentielle dont l'axe comme le candidat étaient clairement soumis à l'orientation pour « *une gauche de combat* ». Centrés sur leur propre construction, ils n'ont pas imaginé et voulu voir que la logique politique en œuvre préparait la scission annoncée. Puis ils ont pris argument de cette campagne « *commune* » pour tenter de convaincre les scissionnistes qu'il était possible de continuer ensemble en inventant le mythe du « *tournant* » des législatives avec l'appel au vote Nupes qui n'était, en réalité, que le prolongement et la mise en œuvre de l'orientation de ces derniers.

Nous sommes aujourd'hui engagés ensemble, après avoir refusé la rupture-scission-exclusion, dans la même volonté de maintenir, de continuer le NPA, ce qui veut dire faire vivre son projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires et tirer les leçons des échecs pour le refonder.

Cette scission est d'autant plus inacceptable et révoltante que la situation de faillite du capitalisme financiarisé constitue une nouvelle période du développement des luttes de classes à l'échelle internationale.

Les classes dominantes, les États sont engagés dans une fuite en avant dont on ne connaît ni le rythme ni les accidents mais qui engendre une régression sociale globalisée qui ne peut avoir d'issue progressiste que par la révolte, le soulèvement, l'intervention des travailleurs et des peuples.

La guerre en Ukraine, la barbare et réactionnaire agression de Poutine et la guerre par procuration menée par les USA et leurs alliés, l'Otan, est un moment de ce chaos mondialisé qui se développe en conséquence de la concurrence et de la guerre pour les profits. Ses propres effets accroissent le désordre économique et politique, écologique. Les dettes explosent, l'inflation qui nourrit les profits sans accroître la production, loin d'être combattue par la hausse des taux d'intérêts, ne cesse de croître ainsi que la menace de krach financier.

Ainsi mûrissent les conditions objectives et subjectives d'une transformation révolutionnaire mondialisée pour substituer à la propriété privée une organisation planifiée, collective, socialiste, communiste de la production et des échanges.

La situation tant internationale que nationale est dominée par ce processus de révolution permanente à travers lequel le monde du travail, la jeunesse, les femmes, les migrant.es se mesurent à l'offensive réactionnaire des politiciens au service du capital.

Au centre des interrogations de celles et ceux qui aspirent à en être les acteurs se pose la question de savoir comment lui donner une pleine conscience de lui-même, c'est-à-dire la conscience de la nécessité d'arracher le pouvoir des mains de l'aristocratie financière pour construire un

pouvoir démocratique et révolutionnaire de la population laborieuse.

Cette prise de conscience pose la question de la nécessité de construire l'instrument de la conquête du pouvoir face à l'appareil d'État de la bourgeoisie, un parti, instrument de l'émancipation des travailleur.es par eux-mêmes.

Le mouvement révolutionnaire face à sa propre histoire

L'état de division extrême du mouvement révolutionnaire que vient d'aggraver le mauvais coup de la scission du NPA alors que LO tenait son propre congrès à huis clos et que Révolution permanente tenait un congrès de fondation d'une nouvelle organisation, dans le même temps que la plupart des autres courants révolutionnaires se retrouvent dans ou à la remorque de LFI, souligne l'échec du mouvement trotskyste à répondre à la nouvelle période, à ses exigences et possibilités.

Il est vain de faire le compte des erreurs et occasions manquées. Cette situation renvoie à une histoire collective dont aucun courant ne peut se dédouaner. Tenter d'élaborer une réponse pour sortir de ce gâchis nous oblige à chercher à comprendre les mécanismes politiques qui ont conduit à une telle situation à la lumière de l'évolution historique du capitalisme, du mouvement ouvrier et de sa fraction révolutionnaire en particulier depuis le moment où l'histoire a basculé après l'effondrement de l'URSS avec l'intégration des pays libérés du joug colonial au marché capitaliste pour devenir les forces motrices du développement du capitalisme financiarisé mondialisé.

Après la restauration du capitalisme en URSS, le mouvement trotskyste, seul courant international révolutionnaire, s'est retrouvé d'une certaine façon sans boussole. L'effondrement de la bureaucratie née de la contre-révolution stalinienne, loin d'ouvrir la voie à la révolution politique, ouvrit la Russie au marché capitaliste. Les États issus des révolutions coloniales idéalisées par la plupart des courants trotskystes s'intégraient à la mondialisation capitaliste alors que les vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier totalement intégrés à l'ordre bourgeois, réformisme social-démocrate ou stalinien, s'effondraient tout en participant à l'offensive libérale et impérialiste des vieilles puissances capitalistes. Confronté à ces bouleversements en contradiction avec les repères historiques autour desquels il s'était construit, le mouvement trotskyste ne sut réaliser sa propre révolution culturelle pour se donner les moyens de se penser et d'agir en parti. Paradoxalement, alors que naissaient de la crise globalisée de nouvelles possibilités, son incapacité à réussir sa propre mue renforçait deux tendances paralysantes, le suivisme à l'égard des nouvelles moutures de la gauche ou le sectarisme alimentant les divisions.

Si Lutte ouvrière et l'UCI, son courant international, ont affirmé et construit un courant indépendant de la gauche institutionnelle et des courants nationalistes dirigeant les révolutions coloniales, elles n'ont cependant pas réussi à saisir les possibilités ouvertes par la nouvelle période

alors que LO avait réussi à conquérir une large audience du fait de son indépendance vis-à-vis de la gauche de gouvernement dans les années 80 et 90. L'occasion manquée par LO et la LCR entre 1995, l'élection présidentielle et le mouvement de novembre-décembre, et 2004, dernier accord électoral entre LO et la Ligue, a lourdement hypothéqué la suite. Le NPA était une tentative de réponse à cet échec mais il était marqué d'une faiblesse congénitale puisque LO refusait de s'y associer, même de participer aux discussions.

Notre courant, exclu de LO en 1997 pour y avoir posé la question du parti en termes nouveaux, a milité pour l'unité de LO et de la LCR tout en fusionnant avec cette dernière puis en participant à la majorité qui fonda le NPA. Nous avons pris nos responsabilités dans sa direction en militant pour que le compromis du congrès fondateur entre l'affirmation d'une stratégie révolutionnaire et l'orientation du parti large débouche sur un processus de construction d'un parti des travailleurs. La bataille politique pour empêcher les adeptes du parti large, militant-es pour la plupart de la IV, d'affaiblir puis de ruiner le processus au prix de plusieurs scissions jusqu'à l'ultime ne pouvait réussir qu'à condition que l'ensemble des courants révolutionnaires au sein du NPA en fassent une bataille collective qui impliquait leur propre dépassement.

Le long processus de décomposition se poursuit sans que la moindre recomposition à gauche tant espérée par la IV ne voie le jour, si ce n'est dans les éphémères tentatives du populisme de gauche, Syriza, Podemos, dans une moindre mesure LFI et la Nupes. Pas plus que n'a progressé l'unité des révolutionnaires, au contraire.

Pour une démocratie révolutionnaire permanente et vivante

Il nous faut collectivement dégager les enseignements de notre propre histoire, lucidement, sans bluff. Personne, aucun courant ne peut avoir la folle prétention de construire seul un parti des travailleurs, même d'en jeter les premières bases ou d'apporter seul un début de réponse à la balkanisation du mouvement révolutionnaire.

Cela dépend des conditions objectives et subjectives inhérentes à la période bien plus que du volontarisme militant ou plus précisément le volontarisme militant n'a de force que s'il est armé d'une claire conscience de la période et des tâches. Cela signifie s'interdire toute fuite en avant volontariste et proclamatoire qui ne ferait que perpétuer les mécanismes politiques qui nourrissent la logique des divisions. La rompre exige une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire.

Pour celles et ceux qui n'abdiquent pas, continuer le NPA, maintenir les cadres militants, les renforcer, se combine à un bilan afin de s'approprier une riche expérience dont l'échec renvoie à l'histoire même du mouvement trotskyste, toutes tendances confondues, pour travailler collectivement à refonder le NPA, élément d'une politique visant à contribuer à refonder le mouvement révolutionnaire. Cette refondation, à l'image de ce qui s'engage et, espérons-nous, se développera, au sein du NPA, est d'abord démocratique. Nous voulons y contribuer, dans ce sens nous nous définissons comme un courant « *Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire* ».

Formuler une politique pour rompre avec la logique de divisions stériles relève d'une pratique militante visant à construire de nouveaux rapports démocratiques non seulement entre militant-es, entre courants et tendances révolutionnaires, en premier lieu Lutte ouvrière et Révolution permanente, mais, aussi, et les deux sont indissociables, avec toutes celles et ceux que nous côtoyons dans nos activités, nos interventions, les luttes, dans nos syndicats ou associations, comme sur nos lieux de travail ou d'habitation.

Cela passe par la construction de relations de travail et de collaboration, de discussion, d'élaboration aussi, de cadres de militantisme ouverts, conditions pour que nous puissions avancer dans notre compréhension commune de la période et des tâches, contribuer à faire vivre les idées du socialisme et du communisme.

Le 8/01/2023

Le comité de rédaction de Démocratie révolutionnaire